

3^{ème} trimestre 2019 : Veille du comité Energie

Nous retenons quatre sujets : fossiles, climat, PPE (Programmation pluriannuelle de l'énergie), nucléaire.

Fossiles : les pétroliers ne semblent pas inquiets sur l'évolution de leur activité, malgré les tensions entre les Etats-Unis, la Chine, l'Iran, et par ricochet l'Europe, susceptibles d'affecter l'économie mondiale et la circulation dans le golfe Persique. La stagnation de la production des huiles de schiste aux Etats-Unis est plutôt pour eux une bonne nouvelle en vue de maintenir le niveau du prix du brut autour de 60\$/bbl. L'attaque sur les champs pétroliers de l'Arabie Saoudite le 14 septembre, réduisant de 50% la production de ce pays pour un temps limité, n'a pas eu dans les jours qui ont suivi de conséquences importantes sur le marché.

Climat : le GIEC est de plus en plus alarmant. Non seulement, il constate le retard sur leurs objectifs climat de la majorité des pays, mais il a publié en août un rapport alarmant sur la surexploitation des sols, qui sera suivi très prochainement par un autre sur les océans.

PPE France : le projet officiel est enfin sorti et a été adopté par l'Assemblée nationale le 11 septembre. La seule modification importante est le remplacement du crédit d'impôt pour l'efficacité énergétique des bâtiments par des aides directes, deux fois moins coûteuses : les 20% les plus aisés n'y auront pas droit ; ils représentaient 50% des rénovations ; on peut parier qu'une bonne partie des plus aisés n'entreprendront pas de travaux non rentables ! L'efficacité énergétique, reconnue comme le levier le plus efficace, déjà très peu aidée relativement, est moins bien traitée que les énergies intermittentes, créatrices d'émissions supplémentaires du système électrique français.

Nucléaire : les Echos ont signalé le renoncement jusqu'à 2050 au projet Astrid, surgénérateur, à cause de l'abondance de l'uranium jusqu'à cette date ; ce qui signifierait que la diminution drastique des déchets en quantité et en durée de vie ne pèse pas lourd dans la balance, alors que l'arrêt total du nucléaire est jugé impossible pour une électricité décarbonée à 100% par les scientifiques et par d'innombrables pays. La SFEN (Société française de l'énergie nucléaire) semble vouloir et pouvoir continuer les études.